

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-envoutement-autoritaire-en-crise-de-la-Colombie>

L'envoûtement autoritaire en crise de la Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 5 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par José Sabogal

[, 21 décembre 2003](http://www.ehess.fr/cirpes/ds)

L'élection en octobre dernier à la mairie de Bogotá - deuxième poste le plus important du pays - du candidat du Pôle démocratique indépendant (PDI), traduit la tendance vers le centre-gauche en Amérique du sud. Résultat de l'avance de la démocratie formelle dans la région, d'abord, et de la globalisation néolibérale, ensuite, cette tendance symbolise aussi la fatigue face à des gouvernants qui ont les mains liées face à une puissance du Nord de plus en plus négligente.

Dans ce contexte le cas colombien a une connotation spéciale du fait de l'échec, la veille des élections locales, du référendum par le biais duquel le Président A. Uribe cherchait - tout comme Fujimori au Pérou - à faire plébisciter son style autoritaire. La réforme politique (réduction de la taille du Congrès, nouveau régime électoral et des partis politiques, etc.) et la réforme fiscale (suivant les demandes du FMI) proposés par le référendum, auraient pour complément le projet de loi en cours sur la rééligibilité du président.

Néanmoins malgré la campagne intensive et intimidatrice du Président, l'appui des médias, et les "bénéfices" offerts aux votants, le référendum, présenté de façon confuse, n'a pas mobilisé le 25% des électeurs requis. Par contre, Luiz E. Garzón, très critique du style du gouvernement et fortement opposé au référendum a obtenu 48% du total de votes pour la mairie de Bogotá. Mais si le revers du référendum a ses raisons particulières, comme le succès de la gauche les siennes - débandade des partis politique traditionnels entre autres -, ils symbolisent le déclin de "l'envoûtement autoritaire". [1]

La guerre promise

Contestataire acharné des négociations infructueuses de paix menées par le gouvernement précédent, Uribe a été élu au premier tour, grâce à son appel enflammé à la guerre contre les groupes armés d'extrême gauche. Un mois après l'installation de son gouvernement (07/08/02) l'état d'exception a été déclaré puis des mesures spéciales de guerre ont été adoptées. La politique extérieur du nouveau gouvernement - demande à la communauté internationale d'appui envers l'effort militaire de l'Etat colombien - a été mise au service de la politique domestique, dite de la Sécurité Démocratique.

Malgré l'enthousiasme créé par le cri de guerre dans les centres urbains, un an et demi après, les résultats de la guerre contre les groupes armes d'extrême gauche et contre la drogue sont maigres, alors que le bilan des violations des droits de l'Homme est lourd [2]. En fait, la guerre contre l'"ennemi intérieur" lancé pendant la guerre froide a été reprise contre les nouvelles menaces, mais la cible reste la même : les civils suspects, c'est-à-dire "les guérilleros déguisés en civil" d'après le chef paramilitaire C. Castaño ou encore, les "ONG alliées du terrorisme" selon le Président [3].

Le plan de guerre du gouvernement est une expérimentation du recours aux moyens asymétriques, préemptifs, disproportionnés et hors droit si nécessaire, répandus par la stratégie des Etats-Unis de l'après 11 septembre. Le recours aux actions clandestines, au mercenariat, au laissez faire face aux "nettoyages" politiques, combiné aux victoires militaires sur le terrain, [est censé] permettre les victoires politico-militaires, c'est-à-dire élimination des unités combattantes et neutralisation des cadres et sympathisants par leur criminalisation [4].

Se débarrasser des paramilitaires ?

En cohérence avec la nouvelle stratégie américaine, le plan de guerre en Colombie est axé sur le recyclage des forces paramilitaires. De son élection A. Uribe avait en effet prévu la "dissolution expéditive" des groupes paramilitaires confédérés dans les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). Il s'agissait alors de l'extradition "volontaire" des membres de l'état major des AUC vers les Etats-Unis et de la réintégration - selon la recommandation faite par la Rand Corporation un an avant l'élection d'Uribe - des troupes (8.000 hommes) sous les ordres des Forces Armées [5]. Mais cette démarche s'est vu contestée par plusieurs facteurs : fort questionnement international sur les liens du Président avec les paramilitaires, fractionnement des AUC en plusieurs blocs, et appel inattendu du Président Bush à un jugement pour terrorisme de C. Castaño [6].

Le gouvernement a alors lancé un processus de paix avec les AUC, de tout évidence factice. En premier lieu, les AUC ne s'opposent pas à l'Etat et ne s'affrontent pas aux Forces de l'ordre, ce que rappelle inlassablement C. Castaño. Deuxièmement, même si les AUC ont acquis, par le trafic de drogue, une autonomie financière importante, elles dépendent, du point de vue opérationnelle, de la connivence active ou passive des certains secteurs des forces de l'Etat. Troisièmement, c'est en vertu de la loi autorisant les groupes d'autodéfense que le Président Uribe à l'époque gouverneur du département d'Antioquia, les y a installés (1995-1997).

Vers une guerre de plus

Évidemment, une fois camouflée en structure politico-militaire autonome - ce qui ne change en rien leur essence maffieuse et leurs instrumentalisation par les intérêts les plus hétéroclites -, les AUC ont pris très au sérieux leur nouveau statut, qu'elles exigeaient dès leur participation à la première phase du Plan Colombie (fin 2000). Ceci a donné un vrai processus de paix, alambiqué, long et incertain. Le plan de réinsertion progressive convenu en juillet 2003 avec les blocs loyaux à Castaño est soumis à des conditions qui ne dépendent pas du Président Uribe : une loi permettant le recours en grâce de "combattants" réclamés par la justice ; le retrait par la justice étasunienne de la demande d'extradition visant plusieurs membres des AUC ; le financement par la communauté internationale du programme de réinsertion ; etc. Bref, le processus de paix avec les paramilitaires a stoppé la contre-insurrection. Par ailleurs, les disputes au tour des "meilleures" zones de réinsertion ont déclenché une véritable guerre entre paramilitaires dont les victimes se comptent déjà par centaines [7].

Parce que toutes les deux ont été modelées par Washington, la guerre de A. Uribe (Parti libéral) ne diffère presque pas de la paix de son prédécesseur A. Pastrana (Parti conservateur). Si le chemin du pouvoir en Colombie semble ouvert à la gauche, celle-ci, avant d'y arriver, doit se doter d'un projet où politique intérieure de paix et politique extérieure liée aux priorités stratégiques du Sud du continent aillent la main dans la main.

Source : Le Débat Stratégique - Lettre du CIRPES - Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (décembre 2003).

Contacto : [José Sabogal](#)

Notes :

[1] Titre du bilan de la première année du gouvernement, publié par la Plateforme Colombienne des Droits de l'Homme. Bogotá, 09/ 2003.

[2] CODHES, Bulletin n°44, Bogotá, 30/10/2003. www.codhes.org.co

[3] "Soutien de l'ONU et de l'UE aux ONG en Colombie", El Tiempo (www.eltiempo.com), Bogotá, 10/09/2003.

[4] "S. Bedar. "La Colombie : un front pionnier de la globalisation ?"

[5] The Washington Post, 13/06/ 2001

[6] "Castaño ne pourra pas être jugé par terrorisme affirma le ministre de l'Interieur", El Tiempo (www.eltiempo.com), Bogotá, 27/09.

[7] A. Rangel, "El pantano paramilitar", (Le marécage paramilitaire), El Tiempo El Tiempo (www.eltiempo.com), Bogotá, 7/11/2003.eltiempo.com, Bogotá, 7/11/2003.